

Décision générale de dispense de l'obligation de déclaration prévue au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a rendu le 29 mai 2015, la décision n° 2015-PDG-0089.

L'objectif de cette décision est de reporter à une date ultérieure la mise en œuvre de l'obligation de déclaration en vertu du paragraphe 1) de l'article 26 du *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r. 1.1 (le « Règlement 91-507 »), pour une contrepartie déclarante qui n'est ni une chambre de compensation déclarante ni une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, ni une institution financière canadienne (collectivement, les « utilisateurs finaux ») partie à une opération intragroupe et ce, à certaines conditions. La mise en œuvre de cette obligation était originalement prévue en date du 30 juin 2015.

L'Autorité entend proposer des modifications au Règlement 91-507. Ces modifications viseraient à alléger le fardeau de déclaration des opérations entre utilisateurs finaux parties à une opération intragroupe sujet au respect de certaines conditions. La décision n° 2015-PDG-0089 cessera de produire ses effets à la plus rapprochée de la date de sa révocation ou de l'entrée en vigueur des modifications, le cas échéant.

Les dispositions de cette décision sont harmonisées avec l'avis publié ce jour par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la décision de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba.

Les utilisateurs finaux qui ne sont pas parties à une opération intragroupe auront l'obligation de déclarer leurs obligations à compter du 30 juin 2015. L'Autorité encourage les contreparties assujetties à cette obligation à prendre dès maintenant les mesures nécessaires pour s'y conformer, notamment en contactant les référentiels centraux reconnus.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Lise Estelle Brault
Directrice de l'encadrement des dérivés
Tel. : 514 395-0337, poste 4481
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4481
LiseEstelle.Brault@lautorite.qc.ca

Le 1^{er} juin 2015

DÉCISION N° 2015-PDG-0089

Décision générale de dispense de l'obligation de déclaration prévue au *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données*

Vu l'obligation, prévue au paragraphe 1) de l'article 26 du *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, RLRQ, c. 1-14.01, r. 1.1 (le « Règlement 91-507 »), pour une contrepartie déclarante de déclarer ou de faire déclarer les données sur les opérations avec une contrepartie locale à un référentiel central conformément au chapitre 3 du Règlement 91-507;

Vu le paragraphe 3) de l'article 42 du Règlement 91-507 qui prévoit que la contrepartie déclarante qui n'est ni une chambre de compensation déclarante ni une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. 1-14.01 (la « LID »), ni une institution financière canadienne (collectivement, les « utilisateurs finaux »), n'est pas tenue de faire de déclaration en vertu du chapitre 3 du Règlement 91-507 avant le 30 juin 2015;

Vu les travaux de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») visant à proposer des modifications au Règlement 91-507 ayant pour but d'alléger le fardeau de déclaration de certains utilisateurs finaux parties à une « opération intragroupe » (les « parties à une opération intragroupe »), à la condition que l'opération intragroupe (l'« opération visée ») respecte les conditions suivantes :

- 1) l'opération intervient entre une contrepartie et une personne morale du même groupe, selon l'interprétation donnée aux paragraphes 3) et 4) de l'article 1 du Règlement 91-507, si leurs états financiers sont établis sur une base consolidée conformément aux principes comptables, au sens du *Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables*, c. V-1.1, r. 25 (le « Règlement 52-107 »);
- 2) l'opération est encadrée par des procédures centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques conçues pour repérer et gérer les risques et une entente écrite prévoyant les modalités de l'opération lie les contreparties; et
- 3) les parties à une opération intragroupe conservent les dossiers sur l'opération visée et donnent accès à ceux-ci à l'Autorité sur demande;

Vu la poursuite des travaux des ACVM relativement aux obligations de déclaration entre les parties à une opération intragroupe;

Vu le premier alinéa de l'article 86 de la LID, selon lequel l'Autorité peut, aux conditions qu'elle détermine, dispenser un dérivé, une personne, un groupement de personnes, une offre ou une opération de tout ou partie des obligations prévues par la LID, lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Vu le premier alinéa de l'article 99 de la LID, selon lequel l'Autorité peut, selon les modalités et aux conditions qu'elle détermine, prendre une décision ayant une portée générale ou particulière et pouvant s'appliquer spécifiquement à toute matière relevant de sa compétence en vertu de la LID;

Vu l'analyse faite par la Direction de l'encadrement des dérivés et la recommandation du surintendant des marchés de valeurs d'accorder la présente dispense au motif qu'elle ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

En conséquence :

L'Autorité dispense les parties à une opération intragroupe de l'obligation prévue au paragraphe 1) de l'article 26 du Règlement 91-507 de déclarer ou de faire déclarer à un référentiel central reconnu les données sur les opérations avec une contrepartie locale, conformément au chapitre 3 du Règlement 91-507, à la condition que l'opération visée respecte les conditions suivantes :

- 1) l'opération intervient entre une contrepartie et une personne morale du même groupe, selon l'interprétation donnée aux paragraphes 3) et 4) de l'article 1 du Règlement 91-507, si leurs états financiers sont établis sur une base consolidée conformément aux principes comptables, au sens du Règlement 52-107;
- 2) l'opération est encadrée par des procédures centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques conçues pour repérer et gérer les risques et une entente écrite prévoyant les modalités de l'opération lie les contreparties; et
- 3) les parties à une opération intragroupe conservent les dossiers sur l'opération visée et donnent accès à ceux-ci à l'Autorité sur demande.

La présente décision prendra effet le 30 juin 2015 et cessera de produire ses effets à la première des dates suivantes :

- la date à laquelle la présente décision est révoquée;
- la date de l'entrée en vigueur de toute modification apportée au Règlement 91-507 relativement au sujet visé par la présente décision.

Fait le 29 mai 2015.